

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE D 465 PANAMA: MANIFESTE DU MOUVEMENT PAYSAN

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

C'est en juin 1978 que le "Mouvement paysan de Panama" a publié ce texte. Le manifeste a été élaboré à l'occasion de la 7ème Rencontre nationale Héctor Gallego, du nom du prêtre colombien qui travaillait au Panama et qui a été enlevé le 9 juin 1971, à l'âge de 33 ans. L'"affaire Gallego" avait, à l'époque, provoqué une crise nationale grave. Probablement jeté dans la mer depuis un hélicoptère des services de répression, Héctor Gallego est devenu depuis un porte-drapeau des milieux paysans du pays. Cela explique le point 16 du manifeste de 1978. La figure d'Héctor Gallego est entrée dans la symbolique latino-américaine au même titre que celle de Camilo Torres.

(Note DIAL)

MANIFESTE DU MOUVEMENT PAYSAN DE PANAMA
"NOTRE REALITE APRES L'ENLEVEMENT DU P. HECTOR GALLEGO"
7 ANS

Le 9 juin 1978

Le Mouvement paysan de Panama dénonce devant le peuple panaméen que nous sommes, nous les paysans et les indiens, un des secteurs sociaux les plus affectés et les plus marqués dans l'existence, que nous soyons métayers, petits propriétaires ou journaliers comme ceux de la canne à sucre. Nous subissons tous l'exploitation, depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui.

Comme tout le monde le sait, les gouvernements ne font, jusqu'à ce jour, que se succéder pour représenter et défendre les intérêts d'une minorité. Les événements de la fin des années soixante et au début de soixante-dix, y compris l'apparition du régime militaire (1), sont l'expression de la crise politique des partis oligarchiques et bourgeois. Ils montrent que le système capitaliste n'est bénéficiaire qu'à la minorité et qu'il ne règle pas les problèmes des pauvres de notre pays.

Notre existence est un vrai martyre qui prend des formes multiples:

- 1) Les meilleures terres sont entre les mains de trois ou cinq familles par district.
- 2) Les indiens et les paysans sont obligés de travailler et de vivre dans la montagne ou sur les collines, là où nous devons retirer les pierres pour pouvoir travailler.
- 3) Dans de nombreuses communautés, nos cultures servent de pâturages pour le bétail en liberté, celui des grands propriétaires, et cela sans indemnisation.
- 4) C'est pourquoi beaucoup d'entre nous, paysans et indiens, doivent dormir dans les champs si nous voulons récolter quelque chose; nous nous exposons ainsi à des dangers.

(1) En octobre 1968, un coup d'Etat militaire sous la direction du général Torrijos renversait le président Arnulfo Arias. En octobre 1972, le général Torrijos était investi des pleins pouvoirs (N.d.T.)

5) Quand nous dénonçons de tels faits, les autorités nous répondent par des menaces. Certains paysans inconscients, sous le coup de menaces ou payés par les patrons, détruisent nos cultures ou nos clôtures, nous menacent et même nous frappent pour nous intimider et détruire nos organisations.

6) Les salaires que nous recevons ne dépassent jamais 2 balboas (2) pour 9 ou 10 heures de travail.

7) Dans les terres affectées, nous avons beaucoup de mal et nous n'obtenons guère de résultats en comparaison des efforts que nous faisons.

8) Nous payons des impôts quand on tue un cochon de lait, quand on déboise une colline, quand on organise un conseil, quand on enterre un mort. Et maintenant on paie une taxe de 5% sur les produits qu'on achète et qu'on ne produit pas. L'administration contrôle et utilise l'argent des impôts, mais pas à notre avantage. Les lois qui sont faites ne servent qu'à légaliser notre pauvreté et notre oppression.

9) Pour réaliser n'importe quel ouvrage de "développement de la communauté" (construction d'école, de pont, de chemin, de canalisation d'eau, de chapelle ou de centre de soins) nous devons apporter l'argent, les matériaux et la force de travail. Mais quand ces constructions sont terminées et deviennent utilisables, nous ne participons pas à leur administration. Nous sommes ceux qui bénéficient le moins des améliorations faites.

10) Avec l'ouverture des routes, les commerçants viennent plus facilement jusque chez nous pour nous vendre à prix fort les produits de la ville et pour nous acheter bon marché les produits de nos cultures. Ils en retirent les plus grands bénéfices tandis que nous, nous sommes toujours plus malades et plus misérables. Parfois, nous n'avons même pas d'argent pour payer le voyage chez le médecin, et encore moins pour payer la consultation et acheter des médicaments.

11) Il y a eu des cas où les femmes de paysans ont dû accoucher dans les couloirs des centres de soins. Ce n'est pas là "la santé pour tous". Ce sont les indiens qui profitent le moins des améliorations faites.

12) Les traités sur le canal de Panama ne profitent en rien aux paysans et au peuple panaméen, encore moins à nos frères indiens. Au contraire, ils livrent toute notre richesse aux Etats-Unis et nous mettent dans la ligne de mire du Pentagone comme ennemis. C'est une atteinte au droit du peuple panaméen et latino-américain de vivre dans l'indépendance et la paix. (3)

13) Nous ne sommes pas d'accord sur la légalisation des bases militaires et sur l'abandon de notre souveraineté aux Etats-Unis. Nous sommes encore moins d'accord sur l'engagement de notre nation et de notre peuple avec les USA pour la construction d'un nouveau canal au niveau de la mer. Nous savons que tout cela ne peut que profiter aux intérêts de l'étranger: notre pays deviendra encore plus dépendant; tout mouvement national ou international de libération et de changement social au Panama et en Amérique latine sera contrôlé et même massacré, comme cela se passe en ce moment pour le peuple nicaraguayen. (4)

14) Les prêtres qui viennent prêcher dans les districts nous déclarent que nous sommes des fainéants, des ivrognes et des coureurs de jupon. Ils disent que puisque nous n'avons pas d'argent à offrir, nous pouvons donner des poules, des oeufs, du riz ou du maïs.

(2) Equivalent exact du dollar américain (N.d.T.)

(3) Sur le contenu du nouveau Traité, cf. DIAL D 397 (N.d.T.)

D 465-2 (4) Sur la situation au Nicaragua, cf. DIAL D 423, 448 et 461 (N.d.T.)

15) Ils nous **expliquent** avec insistance que les malheureux ce sont les riches d'aujourd'hui et que les pauvres sont heureux puisque le ciel les attend.

16) Devant les problèmes que nous venons d'exposer, Héctor Gallego s'est tout entier donné aux pauvres de Santa Fé. Il a travaillé avec nous pour mettre en pratique les paroles de Jésus-Christ, en donnant à chaque passage l'explication et le vrai contenu du christianisme que l'Eglise doit donner. Comme le christianisme ne doit pas laisser passif devant la réalité, il a fondé la "Coopérative Espérance" des paysans, qui a pris le contre-pied des gros de la région.

Comme les hommes courageux, Héctor ne s'est pas laissé impressionner par les menaces, les mesures d'intimidation ou les attaques des ennemis du peuple. Pour les propriétaires terriens et les capitalistes qui contrôlent l'appareil d'Etat il n'y avait plus d'autre alternative que de le faire disparaître, ce qui fut fait le 9 juin 1971. La hiérarchie de notre Eglise, agissant dans le sens des intérêts de la classe dominante, s'est donné pour tâche, un an plus tard, et s'efforce encore par tous les moyens d'enterrer l'affaire **Gallego**; tous ses plans visent à supprimer la pensée qu'Héctor et les paysans ont élaborée de 1967 à 1972.

Aujourd'hui, cela fait sept ans qu'Héctor a été enlevé. Ceux qui combattent pour la défense des intérêts des pauvres et des opprimés du secteur rural sont menacés par les serviles du pouvoir et les caciques de la politique à Santa-Fé:

- Le camarade Jacinto Peña, le gérant actuel de la coopérative de Santa-Fé, est menacé d'être pendu;
- Porfirio Pineda a été condamné à être passé à tabac;
- La propriété paroissiale où nous avons réalisé cette rencontre nationale a été baptisée "Centre de formation familiale Héctor Gallego"; le lendemain, des mains criminelles avaient détruit le panneau. Nous l'avons remplacé aujourd'hui, avec le soutien et la participation de milliers de représentants du peuple panaméen.

Nos revendications

- 1) Davantage de terres, et meilleures, pour les paysans pauvres.
- 2) Augmentation de la production et contrôle par le producteur.
- 3) Davantage d'assistance technique gratuite, sous le contrôle des paysans pauvres
- 4) Obtention de machines et d'engrais à bas prix.
- 5) Des prêts sans intérêts pour les producteurs pauvres.
- 6) Des marchés sûrs pour la production, organisés en commun avec les consommateurs
- 7) Suppression du pâturage libre.
- 8) Respect absolu des paysans pauvres et des frères indiens.
- 9) Santé, éducation et sports gratuits.
- 10) Liberté de nous organiser et de combattre l'injustice.
- 11) Organisation démocratique des coupeurs de canne à sucre.
- 12) Expulsion totale de l'impérialisme.
- 13) Nationalisation des banques, et du commerce intérieur et extérieur.
- 14) Augmentation générale des salaires et blocage des prix pour les articles de première nécessité.

Notre appel: Nous invitons tous les camarades: - à travailler avec courage et ténacité pour l'union des ouvriers, des paysans, des indiens et de tous les secteurs populaires du pays, dans la solidarité avec les luttes des paysans et des secteurs sociaux qui défendent leurs droits légitimes; - à dénoncer toutes les injustices par tous les moyens possibles; - à créer des comités de coordination pour informer et préparer les actions permettant d'aller dans le sens du changement social; - à faire leur cette déclaration et à répercuter cet appel pour créer les conditions permettant d'arriver à une vraie libération nationale et au changement social auquel tout le peuple aspire.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
D 465-3/3 Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441